

**DEVANT LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE DES
CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS**

DONNÉES RELATIVES AU DÉPÔT

Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC-TC
Partie déposante : l'équipe de Défense de Nuon Chea
Déposé auprès de : la Chambre de première instance
Langue : français, original en anglais
Date du document : 26 novembre 2012



DONNÉES RELATIVES AU CLASSEMENT

Classement proposé par la partie déposante : PUBLIC
Classement retenu par la Chambre de première instance : PUBLIC
Statut du classement :
Révision du classement provisoire retenu :
Nom du fonctionnaire chargé du dossier :
Signature :

**OBSERVATIONS RELATIVES À LA DEMANDE DE LA CHAMBRE DE
PREMIÈRE INSTANCE AUX FINS DE RECEVOIR LES CONCLUSIONS FINALES
RELATIVES AU DROIT LE 21 DÉCEMBRE 2012 AU PLUS TARD**

Déposé par :
L'équipe de Défense de Nuon Chea
 M^c Michiel PESTMAN
 M^c Victor KOPPE
 M^c Andrew IANUZZI
 M^c Jasper PAUW
 M^c Joshua ROSENSWEIG
 M^c Sofie HOGESTOL
 M^c Renee DE GEUS

Destinataires
Les co-accusés

Les co-procureurs :
 CHEA Leang
 Andrew CAYLEY

Les co-avocats des parties civiles
 M^c PICH Ang
 M^c Elisabeth SIMONNEAU-FORT

I. INTRODUCTION

1. En prévision de la tenue de la dernière réunion de mise en état le 17 août 2012 (la « RME »), la Chambre de première instance a adopté un mémorandum par lequel elle informait les parties qu'elle « envisage[ait] » d'imposer une limite de 75 pages pour les conclusions finales des co-procureurs, de 50 pages pour celles de chacune des équipes de défense et de 50 pages pour celles des parties civiles¹. À la réunion de mise en état même, toutes les parties ont manifesté leur opposition à cette proposition en faisant valoir que, vu la complexité du premier procès dans le dossier n° 002, il fallait plus de place pour examiner en détail les questions pertinentes². L'avocat de Ieng Sary a proposé que si les parties devaient déposer leurs conclusions juridiques avant le terme du procès, elles devraient pouvoir utiliser le nombre total de pages qui leur ont été attribuées pour la rédaction de leurs conclusions finales afin de se concentrer sur l'application du droit aux faits³.

2. Dans un mémorandum adopté le 8 octobre 2012 (le « Mémorandum »), la Chambre a constaté que :

À cette fin, et dans le souci de préparer au mieux les dernières phases de ce procès, la Chambre a décidé que la section des conclusions finales relative au droit applicable devrait être déposée avant l'issue des audiences consacrées à l'examen de la preuve. Il serait idéal que les parties puissent avoir déposé leurs écritures afférentes à cette section au plus tard le vendredi 21 décembre 2012, même si la Chambre pourra envisager de leur accorder une prorogation de délai si elles devaient l'estimer nécessaire. Cette section ne devra pas dépasser 20 pages (en anglais ou en français, ou 40 pages en khmer). En procédant de la sorte, les sections restantes des conclusions finales, qui devront être déposées dans les meilleurs délais après la clôture des audiences au fond, pourront se concentrer exclusivement ou principalement sur les allégations factuelles ayant fait l'objet du procès⁴.

3. Compte tenu du langage très peu directif de la Chambre, la Défense ne sait pas très bien si le Mémorandum se veut autre chose qu'une simple invitation, de même qu'elle ignore ce qu'il adviendrait si des conclusions juridiques n'étaient pas déposées avant le terme du

¹ Doc. n° E-218, Organisation d'une réunion de mise en état en vue de planifier les phases restantes du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 et de mettre en œuvre d'autres mesures destinées à renforcer l'efficacité des débats, 3 août 2012, ERN 00833478-00833479, par. 20.

² Doc. n° E-1/114.2, T., Réunion de mise en état (huis-clos), 27 août 2012, ERN 00843602-00843657, p. 17:2 à 21:8, 23:16 à 37:10.

³ Doc. n° E-1/114.2, T., Réunion de mise en état (huis-clos), 27 août 2012, ERN 00843602-00843657, p. 24:17 à 26:1.

⁴ Doc. n° E-163/5, Notification de la décision statuant sur la demande des co-procureurs visant à inclure d'autres sites de crimes dans le cadre du premier procès dans le dossier 002 (Doc. n° E163) et du délai imparti pour le dépôt de la section des conclusions finales relative au droit applicable, 8 octobre 2012, ERN 00852988-00852990, par. 4.

procès. La Défense estime que le fait de déposer des conclusions juridiques avant le terme du procès nuirait aux intérêts de Nuon Chea – en particulier à ce stade peu avancé. Elle n'est toutefois pas en mesure de définir la ligne de conduite qu'il convient d'adopter avant d'avoir reçu plus de précisions sur la nature du Mémoire. La Défense estime que les conclusions juridiques devraient être incluses dans les conclusions finales, un mémoire unique et complet, qui serait déposé à l'issue du procès. Ce point de vue repose sur la considération essentielle que les conclusions juridiques sont inséparables des preuves produites à l'audience ; « le droit » n'est pas une notion abstraite qui peut être plaidée en tant que telle, mais est nécessairement lié aux faits de la cause. La Défense soutient, par ailleurs, que la procédure proposée par la Chambre manque de base légale et que son intérêt pour la gestion du procès est limité, si tant est qu'il existe.

4. La Défense redoute également que la limite de pages imposée par la Chambre ne soit par trop réduite pour répondre à l'ampleur et à la complexité du premier procès dans le dossier n° 002. Il est manifeste pour la Défense que tous les sujets relevant de l'intitulé « Points de droit relatifs au premier procès dans le dossier n° 002 » ne peuvent pas être traités en vingt pages. La Défense se réserve la possibilité de demander une extension du nombre de pages autorisé pour ces conclusions au vu des éclaircissements que la Chambre donnera au sujet du Mémoire.

II. OBSERVATIONS

A. Tous les points de droit relatifs au premier procès dans le dossier n° 002 ne peuvent pas tenir en vingt pages

5. Le point de vue de la Défense sur la longueur des conclusions relatives au droit applicable résulte d'une première évaluation menée à ce stade dont il ressort que ces écritures devront porter, entre autres, sur les sujets suivants :

- a. L'existence en droit international coutumier, entre 1975 et 1977, de plusieurs des modes de responsabilité visés dans l'Ordonnance de clôture ;
- b. l'existence en droit international coutumier, entre 1975 et 1977, de divers crimes contre l'humanité et crimes de guerre visés dans l'Ordonnance de clôture ;
- c. la réparation appropriée et le cadre juridique applicable aux violations du droit à un procès équitable découlant d'une instruction caractérisée par la commission

systemique avérée d'irrégularités auxquelles il n'a pas été remédié et du fait que la Défense a été privée de son droit d'examiner les conséquences que ces irrégularités avaient eu sur la crédibilité des témoins lors de leur audition ;

- d. la réparation appropriée et le cadre juridique applicable au parti pris avéré en faveur de l'Accusation dont il a été constaté que le Bureau des co-juges d'instruction aussi bien que Chambre de première instance avaient fait preuve, le premier, au stade de l'instruction, la seconde au stade du procès ;
- e. la réparation appropriée et le cadre juridique applicable au refus de convoquer certains témoins à décharge essentiels privant ainsi la Défense de la possibilité d'étayer, voire d'avancer certains moyens de défense ;
- f. la limitation du droit de présenter des conclusions orales y compris, mais sans s'y limiter, au sujet du respect du droit à un procès équitable, au cours du procès et le cadre juridique y relatif ;
- g. l'aptitude de l'Accusé à être jugé et le critère juridique qu'il y a lieu d'appliquer, y compris au vu de tout événement qui surviendrait entre la dernière de ces évaluations menées par la Chambre de première instance et le terme du procès ;
- h. la réparation appropriée pour l'ingérence des autorités dans le procès, y compris le fait que des témoins ne se soient pas présentés à la barre et les déclarations publiques qui ont eu une incidence sur les droits de l'Accusé, et le cadre juridique pertinent y relatif ;
- i. le cadre juridique approprié relatif à l'appréciation, en bonne et due forme, des preuves sur lesquelles fonder le jugement, compte tenu notamment du manque d'informations sur la provenance ainsi que sur la chaîne de conservation et de transmission des éléments de preuve ;
- j. la nature et la définition des « motifs admis en droit international » pouvant être invoqués aux fins de récuser l'accusation de transfert forcé ; et
- k. la jurisprudence des tribunaux internationaux relative à l'évaluation de la responsabilité des hauts dirigeants pour les actes criminels de grande ampleur qui auraient été commis par les cadres de rang inférieur qui leur étaient subordonnés.

6. Il devrait aller de soi que ces sujets ne pourront peut-être pas être traités avec autant de détails que voulu, voire, dans certains cas, pas du tout dans un mémoire de vingt pages. La proposition de la Chambre relative au nombre de pages autorisé ferait donc, de fait, obstacle à l'invocation de certains moyens de défense au moins, que la Défense veut et doit plaider, et elle emporterait (compte tenu également du fait que la Chambre s'écarte à ce point des principes généralement admis par d'autres tribunaux pénaux internationaux⁵) violation du droit de présenter une défense.

⁵ La longueur d'un mémoire en clôture déposé devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) est limitée à 30 000 mots ; devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à 60 000 mots. Devant les deux tribunaux, les parties peuvent demander à la Chambre de les autoriser à déposer des mémoires dont le nombre de mots dépasse la limite prévue (TPIR, Directive pratique portant fixation de la longueur des dernières conclusions des parties ainsi que des délais impartis pour leur dépôt et la présentation des réquisitions et des plaidoiries, 3 mai 2010, par. 1.3 et 5 ; TPIY, Directive pratique relative à la longueur des mémoires et des requêtes, 16 septembre 2005, par. 4 et 7). Dans plusieurs affaires récentes, le TPIY a accordé aux parties une augmentation importante du nombre de mots autorisé. Voir, par exemple, *Le Procureur c. Gotovina et consorts*, affaire n° IT- 06-90-T, *Scheduling Order*, Chambre de première instance I du TPIY, 16 juin 2010, p. 4 (toutes les parties se sont vues accorder 90 000 mots) ; *Le Procureur c. Stanisic et Zupljanin*, affaire n° IT-08-91-T, *Order on Final Trial Briefs and Closing Arguments*, Chambre de première instance II du TPIY, 30 mars 2012, p. 1 (la Défense de Stanisic s'est vue accorder 80 000 mots) ; *Le Procureur c. Tolimir*, affaire n° IT-05-88/2-T, *Scheduling Order on Final Trial Briefs and Closing Arguments*, Chambre de première instance II du TPIY, 14 février 2012, p. 1 (toutes les parties se sont vues accorder 120 000 mots). Dans l'affaire *Lubanga*, la Chambre de première instance de la Cour pénale internationale (CPI) a limité la longueur des conclusions finales de la Défense à 300 pages (*Le Procureur c. Lubanga Dyilo*, affaire n° ICC-01/04-01/06, *Order on the Timetable for Closing Submissions*, Chambre de première instance I, 12 avril 2011, par. 3 c)). Devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL), la longueur d'un mémoire en clôture « ne doit pas dépasser 200 pages ou 60 000 mots, selon celui des deux chiffres qui est le plus grand [traduction non officielle] (Article 6 B) de la *Practice Direction on Filing Documents before the Special Court for Sierra Leone*, 10 juin 2005). Dans l'affaire *Taylor*, toutefois, le tribunal a décidé que les parties étaient autorisées à déposer des mémoires de 600 pages (maximum) (*Le Procureur c. Taylor*, affaire n° SCSL-03-01-T, *Order Setting a Date for Closure of the Defence Case and Dates for Filing of Final Trial Briefs and the Presentation of Closing Arguments*, Chambre de première instance II du TSSL, 22 octobre 2010, p. 2). Dans le dossier n° 001, la Chambre de première instance avait, conformément à la pratique internationale, accordé à la Défense 160 pages pour ses conclusions finales (*Le Procureur c. Kaing Guek Eav alias Duch*, Dossier n° 001/18-07-2007-ECCC/TC, Doc. n° E-159, Instructions relatives à la procédure en matière de réparations et au dépôt des conclusions écrites finales, 27 août 2009, ERN 00367369-00367372, par. 3). Dans d'autres contextes, la Chambre a régulièrement cherché des indications dans les règles de procédure qui sont appliquées au niveau international afin de répondre à la complexité du dossier (voir, par exemple, le Doc. n° E-96/7, Décision statuant sur la demande des co-procureurs déposée en application de la règle 92 du Règlement intérieur et tendant à ce que des déclarations écrites de témoins et d'autres documents puissent être versés au procès en tant qu'éléments de preuve, 20 juin 2012). Il serait étrange si parallèlement à ce qui précède la Chambre imposait une limite de pages pour les conclusions finales qui soit à ce point inférieure à la norme.

B. Le fait de déposer des conclusions juridiques avant et indépendamment des conclusions finales nuit aux intérêts de Nuon Chea**i – Les conclusions juridiques sont inséparables des preuves produites à l’audience**

7. La principale préoccupation que fait naître chez la Défense la proposition de la Chambre de disposer séparément du droit applicable et des faits tient au fait qu’il reste trop à faire dans le premier procès du dossier n° 002 pour que la rédaction des conclusions juridiques puisse obéir à une démarche logique et globale. Il reste à entendre des dizaines de témoins, parmi lesquels figurent Philip Short, Elizabeth Becker, Henri Locard, Anne Yvonne-Guillou, Ea Meng-Try et peut-être même Stephen Heder – soit, tous sauf un des experts que la Chambre a prévus d’entendre. Alors qu’à la réunion de mise en état (et depuis lors) les parties ont demandé que certains témoins soient cités à comparaître, la Chambre n’a toujours pas décidé de manière définitive *quels* témoins seront entendus au cours du procès⁶. Les indications données récemment par la Chambre de première instance à cet égard ne font qu’ajouter de l’incertitude, puisqu’elle a énuméré, à titre provisoire, une série de témoins qui pourront, comme ils pourront ne pas, être cités à comparaître au cours du procès⁷. Déposer des conclusions juridiques à ce stade laissera donc beaucoup au hasard avec les effets nuisibles que cela peut avoir sur l’aptitude à préparer une défense⁸.

8. Parmi les événements susceptibles de se produire au cours du procès qui pourraient influencer sur l’exposé des conclusions finales relatives au droit figurent notamment le fait que :

- a. La Défense ait demandé la comparution de nombreux témoins pour venir déposer au sujet du contexte qui existait avant 1975, lesquels fourniraient les arguments de fait essentiels relativement à plusieurs des principaux moyens de défense qu’elle

⁶ En fait, même la portée des allégations visées reste inconnue par suite de l’appel récemment interjeté par les co-procureurs contre la décision de cette Chambre d’exclure S-21 et les exécutions commises dans le district 12 du champ du premier procès dans le dossier n° 002. Voir Doc. n° E-163/5/1/1, Appel immédiat interjeté par les co-procureurs contre la décision relative à la portée du premier procès dans le dossier n° 002 (y compris Annexe I et Annexe II Confidentielle, 7 novembre 2012, ERN 00863228-863262).

⁷ Doc. n° E-236/1, Mémoire du Président de la Chambre de première instance intitulé « Indications préliminaires concernant les personnes susceptibles de venir déposer lors de la phase du premier procès dans le dossier n° 002 consacrée à l’examen des allégations relatives aux déplacements de population, 2 octobre 2012, ERN 00851087-00851089, par. 3.

⁸ Ces préoccupations seraient même plus grandes encore si la Chambre devait s’en tenir à la limite de pages proposée dans le Mémoire. Si la Défense était obligée de se contenter de vingt pages pour exposer *tous* ses moyens de droit, elle se verrait contrainte d’opérer des choix stratégiques difficiles pour décider des moyens qui sont essentiels pour sa défense et de ceux qui sont accessoires. Alors qu’il serait déjà problématique de le faire à la fin des audiences consacrées à l’examen de la preuve, la Défense ne peut pas raisonnablement s’attendre à devoir faire ces choix un an environ avant le terme du procès.

entend opposer aux accusations découlant des phases I et II du déplacement des populations, y compris sur le point de savoir si ces évacuations étaient justifiées par un « motif admis en droit international⁹ ». La Chambre a fait savoir qu'il était à présent prévu d'entendre l'un de ces témoins et que deux autres pourraient l'être à une date ultérieure. En ignorant qui va déposer ou ce que ceux qui vont déposer vont précisément dire (faute d'avoir pu interroger les témoins avant leur comparution au procès), il est impossible d'évaluer la force relative de ce moyen de défense et, par conséquent, de l'importance qu'il conviendra de lui accorder dans les conclusions finales. La portée et la définition des « motifs admis en droit international » pouvant, à bon droit, être invoqués ne sont pas arrêtées et appelleraient, du reste, des conclusions juridiques étendues s'ils devaient constituer un élément important de la défense de Nuon Chea¹⁰.

- b. Jusqu'ici, plusieurs témoins ont déposé au sujet de faits tendant à indiquer qu'il existait une rupture entre les dirigeants du régime et le comportement adopté par des cadres de rang inférieur. À titre d'exemple, ils ont notamment déposé sur l'existence de factions qui, au sein de l'organisation politique¹¹ et militaire¹², agissaient de façon autonome par rapport au reste du régime et sur le fait qu'à des rangs très inférieurs les cadres jouissaient d'une grande latitude d'action¹³. Le

⁹ Doc. n° **E-182**, *Request to Hear Defence Witnesses and to Take Other Procedural Measures in Order to Properly Assess Historical Context* (Document disponible uniquement en anglais), 16 mars 2011, ERN 00790415-00790430, par. 18 à 21.

¹⁰ De plus, étant donné que cette question est, avec l'ampleur et la complexité du sujet, l'un des principaux moyens de défense que la Défense se propose d'avancer, celle-ci ne peut tout simplement pas accepter qu'un nombre aussi limité de témoins puissent être cités à comparaître à ce propos. Nous continuerons donc de formuler des propositions à ce sujet (à l'instar de la méthode adoptée par le Bureau des co-procureurs dans le Doc. n° **E-236**, État de la situation concernant la liste de personnes que les parties souhaitent voir comparaître à l'audience au cours du premier procès (établie sur la base des informations reçues par la juriste hors-classe de la Chambre pendant ou immédiatement après la réunion de mise en état), 13 novembre 2012, ERN 00850982-00850985), dans l'espoir de convaincre la Chambre de première instance du bien-fondé de notre position, propositions dont il n'est pas exclu qu'elles se fondent aussi sur la déposition de ces témoins qui comparaitront devant la Chambre. En résumé, cette question est loin d'être réglée en ce qui concerne la Défense, ne serait-ce que parce que l'abandon effectif de ce moyen de défense serait préjudiciable aux droits de notre client.

¹¹ Doc. n° **E-1/132.1**, T., 9 octobre 2012, ERN 00854648-00854777, p. 22:10 à 24:21 (décrivant l'autonomie de Ta Mok).

¹² Des soldats ont déclaré sous serment qu'ils étaient confinés à la zone géographique de Phnom Penh qui était sous le contrôle de leur division. Voir Doc. n° **E-1/139.1**, T., 25 octobre 2012, ERN 00857882-00857980, p. 86:22 à 88:17; Doc. n° **E-1/140.1**, T., 5 novembre 2012, ERN 008596012-00859721, p. 90:16 à 21, 93:22 à 95:6 et 99:14 à 100:12. Cette déposition corrobore d'autres témoignages faisant état de luttes intestines. Voir *infra* la note de bas de page 14.

¹³ Doc. n° **E-1/94.1**, T., 23 juillet 2012, ERN 008299600-008830114, p. 62:15 à 64:21.

dossier recèle d'autres témoignages et pièces à conviction abondant dans le même sens¹⁴. Inutile de dire que le tableau actuel est incomplet et qu'il risque de se présenter sous un tout autre éclairage à la fin du procès, y compris sur le point de savoir si pareil moyen de défense est en général plausible et les modalités exactes de la rupture de la chaîne de commandement entre Nuon Chea et des acteurs de rang inférieur. Selon la nature de ces témoignages, une étude approfondie de la jurisprudence d'autres tribunaux internationaux relative à la responsabilité des hauts dirigeants dans divers contextes factuels sera ou non essentielle. À ce stade, l'on ignore assurément quelle jurisprudence internationale présentera le plus grand intérêt pour les faits et les circonstances exacts qui seront « mis à jour » au cours du procès¹⁵.

- c. Au terme d'une analyse globale des débats du premier procès dans le dossier n° 002, la Défense arrivera peut-être à la conclusion qu'il y a lieu de formuler des observations au sujet du droit de présenter une défense et celui de se voir offrir une possibilité réelle de présenter des conclusions. Il est évident que pareille évaluation ne peut être faite avant que le procès ne soit arrivé à son terme. En particulier, un grand nombre de requêtes de la Défense qui influent sur pareille évaluation sont actuellement pendantes. Parmi celles-ci figurent deux requêtes, déposées en application de la règle 87 4) du Règlement, relatives à des témoins qu'il est prévu d'entendre à l'audience, une requête aux fins de la tenue d'une audience publique et contradictoire de témoins, une demande aux fins d'entendre des témoins relativement au contexte qui existait avant 1975 et une requête aux

¹⁴ Doc. n° **E-190.1.398**, Réévaluation du rôle joué par les hauts dirigeants et les responsables locaux dans les crimes commis sous le régime du Kampuchea démocratique : la responsabilité cambodgienne située dans une perspective comparative, ERN 00792913-792950, p. 12 ; Doc. n° **D-222/1.17**, « Cambodia: 1975 : 1982 », ERN 00396894-00392784, p.73 et 74 (faisant état de pratiques et de situations des plus diverses d'un district et d'un village à l'autre), 74 à 81 (décrivant la division en factions de l'armée à Phnom Penh immédiatement après la libération), p. 71 à 148 (plus généralement) ; Doc. n° **E-3/9**, « Pol Pot, Anatomie d'un cauchemar », ERN 00639807-00639800, pp. 352-357 (décrivant la séparation entre les zones, les conflits entre les divisions et la tentative de « définir clairement les limites de de chaque secteur [traduction] »).

¹⁵ Si, par suite de l'appel interjeté par les co-procureurs, les allégations concernant S-21 devaient finalement être intégrées au premier procès dans le dossier n° 002, la crédibilité de Duch et les sources de son savoir deviendraient sur le champ l'un des points les plus importants de la thèse de la Défense. Il faudrait alors insister davantage sur un grand nombre de questions juridiques, y compris sur la force probante de la déposition d'un co-auteur des faits criminels allégués et d'un témoignage auquel se mêlent des faits dont le témoin a eu connaissance après la survenue des événements en cause.

fins d'entendre une multitude d'autres témoins au sujet notamment de l'instruction et de l'ingérence politique dont sont victimes les CETC¹⁶.

- d. La Défense est, en outre, presque certaine de demander une réparation au titre de l'ingérence politique permanente dans les travaux des CETC, à l'issue des débats. La nature exacte de la réparation qui sera demandée dépendra en partie de la tournure des événements dans le premier procès du dossier n° 002.
- e. La découverte de nouvelles informations sur la provenance et la chaîne de conservation et de transmission des documents du DC-Cam, une question qui donne toujours lieu à des recherches de la Défense (recherches qui exigent beaucoup de temps et progressent lentement), est susceptible d'influer sur la réparation qui sera demandée à cet égard¹⁷.
- f. La découverte de nouvelles preuves d'irrégularités survenues au cours de l'instruction est susceptible d'influer sur la réparation qui sera demandée à cet égard.
- g. Une évolution de l'aptitude de l'Accusé à être jugé est susceptible d'influer sur la présentation ou non de conclusions et la réparation qui sera demandée à cet égard.

9. Même si ces exemples peuvent s'apparenter à des conjectures, la Chambre devrait tenir compte du fait que cette incertitude constitue précisément le nœud de la question : les événements les plus troublants qui, le cas échéant, surviendront entre maintenant et le terme du procès sont précisément ceux que la Défense ignore encore. Si le procès contribue effectivement à la *manifestation* de la vérité, alors la Défense ne peut que partir du principe que la Chambre doit s'attendre, au cours de l'année à venir au cours de laquelle des témoins seront appelés à déposer, à découvrir des faits qu'elle ignore encore à l'heure actuelle. Il est

¹⁶ Doc. n° E-212, *Request for a Public Oral Hearing Regarding the Calling of Witnesses*, 22 juin 2012, ERN 00818577-00818588 ; Doc. n° E-226, *Rule 87 Request to Use Documents During Cross-Examination of Witness Philip Short*, 3 septembre 2012, ERN 00843581-00843584; Doc. n° E-232, *Rule 87 Request to Use Documents During Cross-Examination of Witness Elizabeth Becker*, 20 septembre 2012, ERN 00848299-00848302; Doc. n° E-163/5/1/4, *Response to Co-Prosecutors' Immediate Appeal of Decision Concerning the Scope of Trial in Case 002/01*, 19 novembre 2012, ERN 00863643-00863658, par. 19 à 21 (évoquant les propositions concernant l'audition d'autres témoins, lesquelles propositions ont été faites par oral devant la Chambre et par un courrier électronique dont les parties ont reçu copie). (Tous ces documents sont disponibles uniquement en anglais.)

¹⁷ Voir Doc. n° E-211, *Notification à la Chambre de première instance concernant des recherches au DC-CAM*, 19 juin 2012, ERN 00819117- 00819124.

tout à fait possible (en fait, probable) que de tels faits influent sur l'attention qu'il conviendra d'accorder aux positions respectives de la Défense et à leur teneur. Ce n'est que si la Chambre de première instance avait déjà pris sa décision au sujet des faits pertinents que le dépôt, à ce stade, de conclusions juridiques pourrait présenter un réel intérêt.

ii – Absence de base légale

10. La procédure proposée par la Chambre ne trouve à s'appuyer ni sur le droit applicable, ni sur la pratique internationale. Le Règlement intérieur dispose en sa règle 92, que « [j]usqu'à la clôture des débats, les parties peuvent déposer des conclusions écrites, dans les conditions prévues par la Directive pratique relative au dépôt des mémoires et autres documents ». L'article 5.3 de la Directive pratique sur le dépôt des documents auprès des CETC énonce que « [à] moins qu'il n'en soit ordonné autrement par les CETC, la limite est de 100 pages en anglais (...) »¹⁸. Ni l'une ni l'autre de ces dispositions n'habilitent la Chambre à imposer aux parties ce que sera le contenu de leurs conclusions finales ou de limiter la longueur de ces écritures à moins de 100 pages¹⁹.

iii –Aucun intérêt pour la gestion du procès

11. La proposition de séparer les conclusions relatives au droit des conclusions finales a d'abord été formulée, par oral, par l'avocat de Ieng Sary à la réunion de mise en état. La discussion à l'origine de la proposition concernait la longueur des conclusions finales des parties. L'avocat a fait remarquer que la limite de pages pour les conclusions finales indiquée par la Chambre serait plus acceptable pour les parties si les conclusions relatives au

¹⁸ Doc. n° ECCC/01/2007/Rev.7, article 5.3 de la Directive pratique sur le dépôt des documents auprès des CETC (Rev. 7) telle qu'elle a été modifiée le 3 août 2011 (la « Directive pratique sur le dépôt de documents »). Même si la directive pratique n'indique pas expressément que l'article 5.3 concerne les conclusions finales, cela ressort clairement du contexte plus large dans lequel il s'inscrit. Le nombre maximum de pages généralement applicable aux documents déposés devant la Chambre est précisé à l'article 5.1 aux termes duquel « [u]n document déposé auprès des co-juges d'instruction ou de la Chambre de première instance des CETC ne peut contenir plus de 15 pages en anglais ou français (...), sauf dispositions contraires (...) ». Il est manifeste que l'article 5.3 est conçu comme une exception à la règle générale précitée et que les conclusions finales sont le seul document qui pourrait mériter qu'on lui accorde 100 pages. D'où l'on peut déduire que l'article 5.3 a été conçu pour s'appliquer plus particulièrement aux conclusions finales.

¹⁹ L'article 5.3 énonce dans sa version anglaise que « the page limit may not exceed 100 pages, unless otherwise ordered (littéralement : « le nombre maximum de pages ne peut dépasser 100 pages). Il envisage donc, dans sa version anglaise, que des ordonnances puissent autoriser le dépassement de la limite de 100 pages – comme la Défense l'a demandé en l'espèce – mais non la réduction du nombre maximum de pages autorisé. La Directive pratique aurait aisément pu faire état de l'intention contraire. Pour cela, il lui aurait suffi d'énoncer qu'« [u]nless otherwise ordered by the ECCC, the page limit shall be 100 pages in English », en l'occurrence que « la limite est de 100 pages ». [Note du traducteur : cette dernière formulation correspond à la version française de l'article 5.3 de la directive pratique.]

droit pouvaient être déposées séparément, car cela permettrait aux parties de se concentrer, dans leurs conclusions finales, sur les questions de fait²⁰.

12. Avec tout le respect dû à nos collègues de l'autre équipe de Défense, la Défense a du mal à saisir l'intérêt de cette façon de procéder. Si le but poursuivi par le dépôt de conclusions relatives au droit avant le terme du procès est de ménager de la place dans les conclusions finales pour développer des moyens de fait, force est alors de constater qu'il pourrait être atteint en augmentant le nombre de pages autorisé pour les conclusions finales de la longueur des conclusions juridiques préliminaires qui est à présent proposée. Si cette façon de procéder poursuit d'autres buts, il appartient à la Chambre de le dire et de le justifier.

13. Il n'est pas davantage question de hâter le dépôt des conclusions finales à la fin du procès. La Défense juge le délai d'un mois après la clôture des audiences consacrées à l'examen des preuves, qui est imparti aux parties pour déposer leurs conclusions finales, excessivement court²¹. Cette considération n'a toutefois rien à avoir avec la charge que représente la rédaction de conclusions juridiques, qui, selon la démarche proposée par la Chambre, serait en tout état de cause, menée à bien parallèlement au procès.

14. En fait, la Défense a l'impression que la démarche proposée par la Chambre est tout au plus en mesure de *compliquer* le cours des choses. Pour les motifs précédemment exposés, il est probable que la tournure des événements au cours du procès amène les parties à apporter des modifications à leur position juridique. Il se pourrait même qu'à la fin du procès certains moyens de droit n'aient plus de raison d'être alors que d'autres auront gagné en importance. Toute évolution de cette nature est susceptible de soulever une série de questions fâcheuses : Dans quelles circonstances, s'il en est, les parties seraient-elles autorisées à modifier leur position adoptée antérieurement ? Comment la Chambre envisagerait-elle pareille modification²² ? Il risque d'être difficile de trouver des réponses claires à ces

²⁰ Doc. n° E-1/114.2, T., Réunion de mise en état (huis-clos), 27 août 2012, ERN 00843602-00843657, p. 24:17 à 26:1.

²¹ Doc. n° E-1/114.2, T., Réunion de mise en état (huis-clos), 27 août 2012, ERN 00843602-00843657, p. 28:14 à 29:19.

²² Serait-ce négativement que pareille limitation, de fait, à la liberté des Accusés de présenter des moyens de défense à la fin du procès emporterait violation du droit de présenter une défense.

questions, sans parler de celui de provoquer des débats et d'engendrer la confusion à la fin du procès.

15. Une autre source d'incertitude concerne le calendrier selon lequel la Chambre compte rendre sa décision au sujet de ces conclusions juridiques. La Défense n'a pas bien compris si la Chambre envisage de rendre une décision sur toutes les questions évoquées avant le terme du procès ; dans l'affirmative, si pareille décision serait définitive au titre du jugement final, et, à supposer qu'il en soit, s'il serait possible d'interjeter appel auprès de la Chambre de la Cour suprême contre cette décision qui, d'un point de fonctionnel, ferait partie intégrante du jugement final. Si pareille décision n'était pas définitive, se poserait alors à nouveau la question de savoir si et dans quelle mesure d'autres écritures pourraient être déposées à l'issue du procès. Force est une nouvelle fois de constater qu'il n'y a pas de réponse évidente à ces questions et que, s'il en est ainsi, c'est tout simplement parce que la procédure n'est pas prévue par le droit applicable.

III. Conclusion et mesures demandées

16. Pour toutes ces raisons, la Défense soutient que le dépôt de conclusions juridiques avant la fin des audiences consacrées à l'examen de la preuve, et en particulier au stade actuel, présente peu d'intérêt et qu'il nuirait grandement aux intérêts de notre client. Par les présentes, la Défense informe la Chambre qu'elle a l'intention de déposer des conclusions juridiques qui feront partie intégrante de ses conclusions finales à l'issue des audiences consacrées à l'examen de la preuve. La Défense redit, en outre, son opposition à la proposition initiale de la Chambre voulant que les conclusions finales ne dépassent pas 50 pages par équipe de Défense et réitère sa demande de pouvoir déposer un mémoire de 180 pages²³.

17. La Défense prie, par ailleurs, respectueusement la Chambre de bien vouloir donner des éclaircissements au sujet des questions de procédure suivantes :

- a. La Chambre a-t-elle pris sa décision au sujet de la longueur des conclusions finales et, dans l'affirmative, quelle est la limite de pages qu'elle a décidée d'imposer ?

²³ Doc. n° E-1/114.2, T., Réunion de mise en état (huis-clos), 27 août 2012, ERN 00843658-00843708, p. 26:16 à 24:22 et p. 29:15-19.

- b. Si le Mémorandum se veut une invitation, les parties refusant d'y répondre positivement se verront-elles appliquer la même limite de pages pour leurs conclusions finales que celles qui y auront répondu favorablement ? Ou seront-elles autorisées à utiliser, au titre de leurs conclusions finales, le nombre de pages accordé par le Mémorandum pour leurs conclusions relatives au droit ?
- c. Si le Mémorandum se veut autre chose qu'une invitation, faut-il en déduire qu'il n'est pas permis d'inclure des conclusions relatives au droit dans les conclusions finales (et que, si elles l'étaient, elles ne seront pas examinées) ?
- d. La Chambre va-t-elle rendre une décision au sujet de ces conclusions juridiques avant la fin des audiences consacrées à l'examen de la preuve (ou à ce moment-là) ?
- e. Dans l'affirmative, pareille décision sera-t-elle définitive ou constituera-t-elle une première indication de la position de la Chambre ?

18. Si la Chambre devait informer la Défense que le fait de ne pas déposer de conclusions juridiques avant le terme du procès compromettrait, en tout état de cause, son droit général de présenter des conclusions en vue du jugement qui sera rendu dans le premier procès du dossier n° 002, la Défense déposera une demande motivée aux fins de prorogation du délai et de dépassement du nombre de pages autorisé pour déposer des conclusions. Elle déposera également une demande tendant à ce que la Chambre rende une décision au sujet de ces conclusions juridiques avant la fin des audiences consacrées à l'examen de la preuve du premier procès dans le dossier n° 002, afin de permettre à toutes les parties d'adapter leurs conclusions aux faits. La Défense prie donc la Chambre de première instance de faire connaître ses intentions aux parties aussitôt que possible avant le 21 décembre 2012.

CO-AVOCATS DE NUON CHEA

Michiel PESTMAN

Andrew IANUZZI

Jasper PAUW